Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 26 mars au 1er avril 2020

Mexique	2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

Au soir du 1er avril, le Mexique compte 1 378 cas confirmés de COVID-19. L'épidémie aurait causé la mort de 37 personnes depuis son arrivée au Mexique. 35 personnes ayant été contaminés sont désormais guéris.

Le gouvernement mexicain a déclaré l'état d'urgence sanitaire à compter du 30 mars et pour une durée d'un mois en raison de l'épidémie de COVID-19. La mesure, prise par le Conseil général de la santé, ordonne aux ministères des finances, de l'économie et du travail, ainsi qu'aux instituts de sécurités sociale (IMSS ; ISSSTE) et à l'Infonavit (bailleur public pour l'achat immobilier) de prendre les mesures nécessaires pour protéger les entreprises et les travailleurs. **En conséquence, le confinement à domicile et la suspension immédiate des activités non-essentielles des secteurs public, privé et social sont prolongés jusqu'au 30 avril.**

La ville de Mexico (CDMX) décrète la fermeture de ses centres commerciaux à partir du 1er avril. Ainsi, alors que les contagions et les décès liés au COVID-19 continuent d'augmenter dans le pays, la CDMX ferme 90 % des établissements commerciaux, à l'exception des commerces alimentaires, des pharmacies et autres commerces considérés comme étant indispensables (stations essence, banques).

L'abaissement des prévisions de croissance économique pour le Mexique se sont poursuivies en raison de l'impact attendu de la pandémie de COVID-19. JP Morgan a abaissé son pronostic pour la 3ème fois en mars, passant d'une estimation de croissance de -8 % à -7,0 %. Le pronostic de Citibanamex est passé de -2,6 % à -5,1 % (2ème abaissement de mars). Enfin, Goldman Sachs a abaissé son estimation de croissance à -1,6% à -4,3%. Dans leurs analyses, certaines institutions soulignent que l'absence de réponses et de mesures concrètes de la part du gouvernement mexicain face aux impacts économiques de la pandémie augmente la vulnérabilité du pays.

Le Conseil de coordination des entreprises (CCE) a demandé au gouvernement fédéral de publier un décret établissant certaines mesures, telles que le report des déclarations d'impôts et la possibilité de les payer en 12 mensualités. Les mesures présentées par le CCE ont pour objectif de limiter l'impact économique de la pandémie actuelle, notamment en permettant aux entreprises de disposer d'un minimum de liquidités nécessaires afin de préserver les emplois.

Économie

Le Ministère des Finances a également abaissé ses prévisions de croissance pour 2020 : il prévoit désormais une croissance comprise entre -0,9 % et -3,9 % (soit une médiane à -1,9 %). Il prévoit également un taux de change à 22 USD/MXN en fin d'année (appréciation par rapport au niveau actuel, *cf. infra*), une inflation à 3,5 % g.a. et un baril de pétrole à 24 USD/baril. Le Ministère prévoit par ailleurs 2,5 % de croissance en 2021. Ces prévisions sont réalisées par le Ministère des Finances dans le cadre d'un exercice budgétaire obligatoire de préparation du budget pour 2021. Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a par ailleurs critiqué cette prévision, estimant que le pays devrait selon lui croître « d'au moins de 2 % » en 2020.

Les ventes de véhicules au Mexique ont connu leur pire mois de mars en 25 ans : elles ont ainsi baissé de 25,5 % g.a. sur le mois, à 87 500 véhicules. Pour mémoire, les ventes de véhicules avaient baissé en 1995 dans le cadre de la crise mexicaine monétaire et financière. Par ailleurs, le niveau des ventes est également le pire enregistré de ces 6 dernières années. L'agence de consulting économique IHS Market estime enfin que le marché de la vente de véhicule pourrait baisser de 16 % au Mexique en raison de la crise pandémique de COVID-19.

En mars, le prix du pétrole a chuté de 74 %, et la baisse cumulée pour l'année atteint 82 %. En particulier, le prix du baril mexicain (*« mezcla mexicana »)* a chuté de 20,3 % le 30 mars, à 10,37 USD le baril, son niveau le plus bas depuis que les données ont commencé à être enregistrées en 2000.

La Banque centrale mexicaine (Banxico) réalisera une première opération de *swap* (ou échange) de Dollars étatsuniens contre des Pesos mexicains à compter du 6 avril prochain. Ce swap permis par l'accord entre Banxico et *la Federal Reserve Bank* (Fed) étatsunienne du 20 mars dernier[1] – permettra aux banques mexicaines d'avoir accès à 5 Mds USD à compter du 1er avril prochain. La mesure permet de donner les liquidités suffisantes aux acteurs financiers mexicains et de limiter la pression sur le cours du Peso.

Finances publiques

Standard & Poor's a abaissé la notation créditrice du Mexique (26 mars) et de l'entreprise publique PEMEX (27 mars), à BBB en devise et à BBB+ en MXN en raison des perspectives de croissance du pays en 2020, avec des perspectives négatives. L'agence de notation met en avant l'impact économique des mesures contre l'épidémie de COVID-19 - tant au Mexique qu'aux États-Unis - ainsi que la chute des prix du pétrole dont les finances publiques mexicaines dépendent encore malgré une certaine dépétrolisation sur la décennie passée suite à une réforme fiscale d'envergure. S&P's indique que ces chocs affectent une tendance de croissance déjà fragile pour la période 2020-23 justifiant l'abaissement de la notation. Par ailleurs, l'impact de la baisse des prix du pétrole sur PEMEX, entreprise publique de production d'hydrocarbure, fortement endettée à hauteur de 106 Mds USD - pèsera sur les finances publiques mexicaines. S&P's prévoit une chute PIB mexicain de -2 % à -2,5% pour 2020, et un retour de la croissance dès 2021 autours de 2 %.

Le Gouvernement mexicain a remis en question ses ambitions initiales d'atteindre un excédent primaire et de ne pas s'endetter, dans le cadre de la crise de COVID-19. Ainsi, alors qu'il prévoyait +0,7 % d'excédent primaire pour 2020 dans le budget, le Ministère des

[1] Avec 13 autres banques centrales. Le Mexique est, avec le Brésil, le seul pays dont la Banque centrale a été incluse dans ce swap. Banxico a, avec 5 autres banques centrales, accès à 60 Mds USD.

Finance prévoit que la cible ne sera pas atteinte, et que les comptes publics enregistreront un déficit primaire de -0,4 %. Les économistes ont mis en avant que le déficit primaire final pourrait être supérieur à la nouvelle cible du Ministère des Finances. **Ce déficit intègre par ailleurs l'apport de 11,8 Mds USD (289 Mds MXN) du fonds de stabilisation des recettes budgétaires**, qui sera dès lors réduit à 1,2 Md USD (30 Mds MXN).

Dans ce cadre, le Ministère des Finances estime que la dette augmentera en 2020. Elle passerait ainsi de 45,6 % du PIB fin 2019 à 52,1 % du PIB fin 2020.

Au cours des deux premiers mois de 2020, les recettes de l'État ont augmenté de 6 % en termes réels par rapport aux deux mêmes mois de 2019, atteignant 935 Mds MXN (environ 40 Mds USD). Dans le même temps, les dépenses publiques ont enregistré une légère augmentation de 0,8 % en termes réels notamment dans la santé et l'armée.

Entreprises et grands contrats

PEMEX a enregistré sa production la plus faible depuis que la donnée est calculée (janvier 1993). Le mois dernier, les six raffineries appartenant à l'entreprise pétrolière nationale ont raffiné 580 000 barils de produits pétroliers par jour (-19% g.a ; -15,7% g.m.). Le chiffre de février est loin de l'objectif de l'administration actuelle, qui voulait raffiner jusqu'à un million de barils fin 2019. Pour mémoire, PEMEX est dans une situation financière critique, et est l'entreprise pétrolière la plus endettée du monde, avec une dette de 106 Mds USD.

Le coût de certains projets prioritaires du gouvernement (nouvelle raffinerie à *Dos Bocas*) devrait augmenter en raison de la dépréciation du Peso Mexicain ces dernières semaines. Le projet pourrait ainsi voir son coût augmenter de 23,3 %, si l'on tient compte du moment où il a été annoncé et du taux de change actuel, étant donné que la plupart des contrats ont été signés dans la devise étatsunienne.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 01/04/2020
Bourse (IPC)	-5,2%	-22,3%	33 692 points
Taux de change USD/Peso	-2,4%	+26.1%	24,24 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+2,0%	+23%	26,57 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-37%	-83%	10,61 USD

AMERIQUE CENTRALE — 2018 – PIB : 268.2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 *Données officielles au 1er avril 2020*
Costa Rica	**375** *Décès : 2*
Guatemala	**46** *Décès : 1*
Honduras	**219** *Décès : 14*
Nicaragua	**5** *Décès : 1*
Panama	**1 317** *Décès : 32*
Salvador	**41** *Décès : 2*

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé un programme de soutien et de préparation aux situations d'urgence pour un montant de 1,96 Md USD afin d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 dans la région. Ces ressources seront utilisées pour financer des opérations de prévention, de détection et de traitement de COVID-19 et pour promouvoir des actions qui permettraient d'atténuer son impact économique dans la région. Le programme a débuté par le don de plusieurs millions d'USD aux pays d'Amérique centrale et le versement de 2,1 M USD pour l'achat de médicaments et de matériel médical pour la détection précoce des coronavirus.

Costa Rica — 2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Environ 3 % des entreprises ont dû diminuer leurs effectifs suite à la crise sanitaire du COVID-19. D'ici un mois, cette mesure devrait concerner 55% des entreprises selon les experts.

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 156,6 M USD au Costa Rica pour aider le pays à améliorer l'efficacité et la gestion de son administration fiscale et douanière ainsi que la gestion de la dépense publique. Il est financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Il s'agit d'un prêt à marge fixe d'une durée de 33 ans, intégrant un délai de grâce de six ans.

Guatemala — 2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Après l'annonce d'un plan de réactivation économique d'1 Md USD (financé sur budget de l'État), le Président A. Giammattei envisage de solliciter du Congrès l'approbation d'un programme d'endettement complémentaire de 1,4 Md USD (11 Mds GTQ). Ce dernier serait destiné à financer spécifiquement des actions de soutien aux populations défavorisées en graves difficultés suite à la crise. En prévision de recettes fiscales en chute, l'option d'achat de Bons du Trésor par la Banque centrale (financement monétaire) est examinée pour couvrir cette perspective de nouvelle dette interne.

L'indice de confiance de l'activité économique (ICAE) atteint 71 % en mars (-14 points en 2 mois). L'indicateur reste toutefois au-dessus du seuil des 50 %. 61 % des acteurs économiques privés interrogés estiment que l'économie n'ira pas mieux dans les 6 prochains mois et 40 % d'entre eux qu'elle va continuer à se dégrader.

La Banque centrale du Guatemala a de nouveau revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2020 : elle devrait être comprise entre 0,5% et 1,5%, soit entre 2 et 2,5 points de pourcentage de moins que les prévisions initiales.

La Banque centrale du Guatemala a de nouveau abaissé son taux d'intérêt directeur de 0,25 point de pourcentage le 25 mars dernier, à 2%. Pour mémoire, elle avait déjà abaissé son taux directeur d'½ point le 19 mars dernier.

Un accord a été signé entre les autorités guatémaltèques et mexicaines pour la création d'une nouvelle route maritime entre Puerto Quetzal (Guatemala) et Puerto Chiapas (Mexique) à partir du mois de mai. Cette nouvelle voie maritime s'inscrirait dans le cadre d'un projet de transport maritime à courte distance (TMCD) entre les deux pays. Elle a pour objectif de faciliter et accroître les échanges commerciaux entre le Mexique et le Guatemala. Puerto Quetzal est la plus importante infrastructure portuaire du pays : plus de 13,4 millions de tonnes (+10% en g.a) de marchandise ont transité par ce port en 2019.

Honduras — 2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) octroie 50 M USD au gouvernement hondurien afin de limiter l'impact économique lié au Covid-19 dans le pays.

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le versement de 143 M USD au Honduras, dans le cadre des accords de facilité de crédit approuvés en juillet 2019, pour lutter contre la pandémie de coronavirus.

Nicaragua — 2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) suspend un financement de 7,6 M EUR à la Police Nationale du Nicaragua, en raison d'une polémique liée à la crise sociopolitique dans le pays. Cette décision fait suite aux récentes sanctions prononcées par les États-Unis à l'égard de la police nationale, critiquée pour sa répression contre la population.

La production dans le secteur du textile devrait chuter d'entre 25% à 40% en 2020 en raison d'une baisse de la demande mondiale liée au Covid-19, selon l'Association Nicaraguayenne de l'Industrie Textile et de la Conception (Anitec).

Panama — 2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a émis 2,5 Mds USD de bons du Trésor, à un taux d'intérêt de 4,5% et d'une durée de 36 ans. Ces fonds seront mis à profit pour soutenir le budget général de l'État en 2020. Le gouvernement a également procédé à la restructuration du budget général de l'État 2020 à hauteur de 2 Mds USD, afin d'atténuer l'impact économique du COVID-19.

L'Assemblée Nationale a validé en troisième lecture l'utilisation du fonds souverain pour un montant de 1 Md USD.

Le Panama va recevoir un financement de 1 M USD de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) pour financer des activités liées à la prévention de la crise sanitaire actuelle due au coronavirus. Ce versement fait partie d'un accord de coopération financière non remboursable entre les deux parties. Le document indique que le gouvernement devra soumettre un rapport détaillé quant à l'utilisation des ressources et les résultats obtenus, au plus tard six mois après le décaissement du financement.

Salvador **2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts**

Le Salvador a levé 426 M USD en Letras del Tesoro (Letes) en 24h afin de lutter contre le COVID-19, un record pour le pays. Avec les Letes, le gouvernement n'a pas besoin d'obtenir l'aval de l'Assemblée Législative pour lancer des émissions de dettes, contrairement aux Bons du Trésor.

L'Institut Salvadorien de l'Assurance Sociale (ISSS) autorise le déblocage de 25 M USD pour l'achat d'équipements et d'appareils médiaux de pointe, lesquels seront installés dans un hôpital actuellement en construction dans le Centre International des Salons et Conventions (CIFCO) à San Salvador. Ce fonds d'urgence s'inscrit dans le cadre la crise sanitaire liée au COVID-19.

La Comisión Ejecutiva Portuaria Autónoma (CEPA) a annoncé la fermeture de l'Aéroport International Óscar Romero au moins jusqu'au 19 avril, une mesure qui s'inscrit dans le cadre de l'état d'urgence décrété par le gouvernement. Tous les vols commerciaux sont suspendus. Les vols de fret, d'urgence et humanitaires ne sont en revanche pas concernés par cette mesure.

CARAÏBES — 2018 –PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 *Données officielles au 1er avril 2020*
République dominicaine	1380 Décès : 60
Haïti	16 Décès : 0
Jamaïque	44 Décès : 3
Cuba	233 Décès : 6

Cuba **2017 –PIB: 85,7 Mds USD | Pop: 11,3 M hbts**

Les autorités cubaines ont pris tardivement la mesure de l'urgence de la situation en comparaison des autres pays de la zone. L'île a ainsi continué à accueillir des touristes internationaux jusqu'au mardi 24 mars, date à laquelle elle s'est décidée à interdire l'entrée sur son territoire pour les non-résidents et la sortie de ses propres ressortissants. Les frontières seront définitivement fermées à partir du 3 avril. **En parallèle, les cours ont été suspendus jusqu'au 20 avril ainsi que les transports interprovinciaux (bus, train et avion).**

Sans pour l'instant imposer de confinement, les autorités ont, à plusieurs reprises, exhortées la population d'éviter au maximum les déplacements non-nécessaires et de pratiquer la distanciation sociale. Alors que les rues se vident et que le port du masque s'est généralisé, les Cubains semblent conscients de la situation. Un groupe de travail, dirigé par le Ministre de l'économie et de la planification, a été créé pour identifier et mettre en œuvre les mesures économiques d'urgence qui passent notamment par une augmentation souhaitée des productions alimentaires locales.

Haïti **2017 –PIB: 8,4 Mds USD | Pop: 11 M hbts**

Le président de la République J. Moïse a annoncé un paquet de mesures de soutien le 27 mars dernier dans le cadre de la pandémie de COVID-19 orientées notamment vers les Haïtiens les plus vulnérables. Ces mesures intègrent une aide financière pour 1,5 M de familles, un appui alimentaire pour 1 M de familles, des achats d'équipements médicaux, l'achat de 20 M de masques et de 100 camions pour le Ministère de la Défense, le versement des salaires pour 60 000 employés du secteur de la sous-traitance et 40 000 enseignants des écoles et universités privées. Le Ministre de l'Économie et des Finances a par ailleurs confirmé que les recettes du gouvernement ne seraient pas suffisantes à permettre le financement de ces mesures. Un calcul estime le coût de ce plan à 130 M USD (12,6 Mds HTG) par mois. Ces fonds devront être financés par dons/prêts de la communauté internationale et/ou par financement monétaire. Pour mémoire, la situation budgétaire est particulièrement complexe en Haïti (déficit de 3,6 % du PIB sur l'année fiscale 2018/19) et le financement monétaire de celui-ci explique la forte inflation (autours de 20 % fin 2019) et la forte dépréciation de la Gourde Haïtienne (HTG)

Le Ministère de l'Économie et des Finances a annoncé que l'économie reculerait de 2,9 % en 2020 dans le cas où l'évidement de COVID-19 se limitait à 3 mois. Cela équivaut à une baisse de 30 % de l'activité sur la période de crise. Ces prévisions ont été annoncées par le nouveau Ministre M.P. Boisvert le 29 mars dernier dans une interview. Pour mémoire, l'économie avait reculé de 1,2 % en 2019 : en cas de nouvelle décroissance en 2020, Haïti enregistrerait deux années de décroissance du PIB pour la première fois depuis la fin de l'embargo (1991-1994).

Jamaïque **2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts**

Le Ministère des Finances a annoncé que le secteur informel aura accès aux dons financiers du gouvernement dans la cadre de la pandémie de COVID-19. Le montant de l'appui financier n'a toutefois pas encore été annoncé. Les entreprises concernée sont notamment les bars, coiffeurs, taxis, barbiers et vendeurs sur les marchés. Par ailleurs, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et l'Agriculture et de la Pêche devrait fournir 1,5 M USD (200 M JMD) aux petites exploitations agricoles.

La Banque centrale jamaïcaine a annoncé, le 27 mars dernier, une stratégie monétaire agressive dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Celle-ci vise à assurer une liquidité suffisante en USD des acteurs financiers jamaïcains. La stratégie permettrait l'apport de 420 M USD de liquidités. **La Banque centrale estime par ailleurs que l'inflation terminera l'année fiscale (fin mars prochain) autours de 4 % g.a.**

République dominicaine **2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts**

La direction des impôts domestiques a annoncé que les sommes dues en avril, mai et juin 2020 au titre de l'impôt sur les revenus et les sociétés se verront accordés des extensions de paiement, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie prises contre l'épidémie de COVID-19. La quasi-totalité des entreprises dominicaines (99 %) bénéficierait de la mesure, et notamment les PME dominicaines qui sont les plus vulnérables à la pandémie.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico
Ambassade de France au Mexique
Campos Eliseos 339, Col. Polanco
11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico
Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba
© DG Trésor

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE